



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté ordonnant le déroulement d'une enquête publique sur la demande présentée par la société REMONDIS FRANCE en vue d'exploiter un centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets sur la commune d'Amblainville

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu le code de l'environnement, notamment les livres I^{er}, titre II des parties législative et réglementaire, relatifs à l'information et à la participation des citoyens, et le chapitre III se rapportant aux enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu la demande formulée le 29 mars 2010 par la REMONDIS FRANCE en vue d'exploiter un centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets sur la commune d'Amblainville ;

Vu l'étude d'impact présente dans le dossier d'enquête publique ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 23 avril 2010 ;

Vu la saisine de l'autorité environnementale du 31 mai 2010 ;

Vu la décision du 14 juin 2010 du président du tribunal administratif portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

Considérant qu'il y a lieu d'ouvrir une enquête sur la demande susvisée ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Il est ordonné une enquête publique en vue de statuer sur la demande présentée par la société REMONDIS FRANCE ;

Le préfet de l'Oise est l'autorité compétente pour prendre par arrêté la décision relative à la demande susvisée.

Toute information peut être demandée auprès de Monsieur Nikolas PETROVIC, directeur du site ou à la direction départementale des territoires, SEEF/bureau de l'environnement, à Beauvais.

ARTICLE 2 :

Pendant trente et un jours, du 8 septembre 2010 au 9 octobre 2010 inclus, le dossier comprenant la demande et les plans des lieux concernant le projet resteront déposés aux mairies d'Amblainville, Méru, et à la direction départementale des territoires, SEEF/bureau de l'environnement, afin d'y être consulté, aux heures d'ouverture des bureaux, par toute personne intéressée.

Durant cette période, le public pourra formuler des observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie d'Amblainville et/ou adresser toute correspondance au commissaire enquêteur.

ARTICLE 3 :

Un avis au public est affiché aux frais du demandeur et par les soins des maires des communes d'Amblainville et de Méru. L'affichage a lieu à la mairie ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, de manière à assurer une bonne information du public. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu.

Cet avis, qui doit être publié en caractères apparents, précise la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, les dates de l'ouverture et de clôture de l'enquête publique et que la décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus. Il indique le nom du commissaire enquêteur et fait paraître les heures où ce dernier recevra les observations des personnes intéressées ainsi que le lieu où il pourra être pris connaissance du dossier.

Le même avis, ainsi que les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, sont publiés sur le site internet de la préfecture de l'Oise dans les mêmes conditions de délai que celles prévues pour l'affichage (www.oise.gouv.fr).

L'enquête est également annoncée, quinze jours au moins avant son ouverture, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Les conseils municipaux des communes précitées devront émettre leur avis, dès l'ouverture de l'enquête, et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 4 :

Monsieur Paul LEGRIS est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique.

Il sera présent à la mairie d'Amblainville, aux jours et heures suivants :

- mercredi 8 septembre 2010 de 9 heures à 12 heures ;
- samedi 18 septembre 2010 de 9 heures à 12 heures ;
- mercredi 29 septembre 2010 de 14 heures à 17 heures ;
- samedi 2 octobre 2010 de 9 heures à 12 heures ;
- samedi 9 octobre de 9 heures à 12 heures.

Il annexera au registre sur lequel seront consignées les observations ou oppositions, les déclarations écrites qui lui seront présentées ou adressées.

ARTICLE 5 :

Conformément aux dispositions en vigueur, le commissaire enquêteur peut décider la prolongation de l'enquête. Cette mesure doit être notifiée au plus tard huit jours avant la date de clôture de l'enquête au préfet. Elle est portée à la connaissance du public au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête par un affichage réalisé dans les communes d'Amblainville et de Méru ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié, notamment la mise en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 6 :

Le commissaire enquêteur peut organiser une réunion publique. Il en informe l'exploitant et l'inspecteur des installations classées. Une copie du rapport établi à l'issue de la réunion publique par le commissaire enquêteur est adressée à l'exploitant dans les trois jours. L'exploitant dispose alors d'un délai de douze jours pour produire ses observations, s'il le juge utile.

ARTICLE 7 :

A l'issue de l'enquête, les personnes intéressées pourront prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la direction départementale des territoires, SEEF/bureau de l'environnement et au secrétariat de la mairie d'Amblainville. Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Oise pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

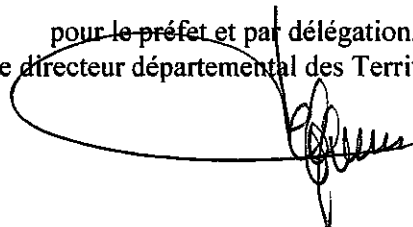
ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires d'Amblainville, Méru, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

- 9 JUL. 2010

pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental des Territoires



Alain De Meyère

Destinataires

Monsieur le président directeur général
de la société REMONDIS FRANCE
6, rue du 11 mai 1967
60110 MERU

Monsieur le président du tribunal administratif d'Amiens

Monsieur le maire d'Amblainville

Monsieur le maire de Méru

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur des installations classées
s/c de monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la DREAL

Monsieur Paul LEGRIS, commissaire-enquêteur